

Commission de la sécurité sociale et
de la santé publique
3003 Berne

Par e-mail

tarife-grundlagen@bag.admin.ch
gever@bag.admin.ch

Berne, 4 décembre 2019 / nb
VL dispositifs médicaux

Iv.pa. 16.419 «Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instauration de la concurrence sur les prix»

Prise de position du PLR.Les Libéraux-Radicaux

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer dans le cadre de la consultation de l'objet mentionné ci-dessus. Vous trouverez ci-dessous notre position.

PLR.Les Libéraux-Radicaux soutient cet avant-projet. Le système actuel de remboursement des moyens et appareils médicaux n'est pas satisfaisant. Preuve en est que les assureurs sont aujourd'hui tenus de rembourser des produits coûteux alors que des fournisseurs concurrents offrent les mêmes produits à prix moindre. Le fait que les montants maximaux remboursables indiqués dans la liste des moyens et appareils (LIMA) sont les prix effectivement – et systématiquement - appliqués met en lumière le manque de concurrence dans ce domaine et illustre la nécessité de revoir le système en place.

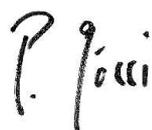
Dans l'optique de réduire les mauvaises incitations existantes, il convient d'introduire un système basé sur les mécanismes du marché apte à favoriser une diminution des prix des appareils. Les prix des produits contenus dans la LIMA devraient être accordés dans des conventions entre assureurs et fournisseurs de prestations. Les prix en question seraient alors considérés comme des maximums remboursés. Dans l'optique de garantir l'approvisionnement en moyens et appareils, il est judicieux qu'un mécanisme de contrôle soit prévu : assurés ou fournisseurs de prestations pourront informer l'organe cantonal, s'ils constatent une disponibilité insuffisante de moyens ou appareils. Les autorités cantonales prendront dans ce cas des mesures provisoires afin d'assurer une offre adéquate.

Le système actuellement en place doit être revu. Le PLR soutient ainsi en tout point la majorité de la CSSS-CN.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos arguments, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos plus cordiales salutations.

PLR.Les Libéraux-Radicaux
La Présidente

Le Secrétaire général



Petra Gössi
Conseillère nationale

Samuel Lanz

Commission de la sécurité sociale et
de la santé publique
3003 Berne

Par e-mail
tarife-grundlagen@bag.admin.ch
gever@bag.admin.ch

Berne, 4 décembre 2019 / nb
VL dispositifs médicaux

Iv.pa. 16.419 «Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instauration de la concurrence sur les prix»
Prise de position du PLR.Les Libéraux-Radicaux

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer dans le cadre de la consultation de l'objet mentionné ci-dessus. Vous trouverez ci-dessous notre position.

PLR.Les Libéraux-Radicaux soutient cet avant-projet. Le système actuel de remboursement des moyens et appareils médicaux n'est pas satisfaisant. Preuve en est que les assureurs sont aujourd'hui tenus de rembourser des produits coûteux alors que des fournisseurs concurrents offrent les mêmes produits à prix moindre. Le fait que les montants maximaux remboursables indiqués dans la liste des moyens et appareils (LIMA) sont les prix effectivement – et systématiquement - appliqués met en lumière le manque de concurrence dans ce domaine et illustre la nécessité de revoir le système en place.

Dans l'optique de réduire les mauvaises incitations existantes, il convient d'introduire un système basé sur les mécanismes du marché apte à favoriser une diminution des prix des appareils. Les prix des produits contenus dans la LIMA devraient être accordés dans des conventions entre assureurs et fournisseurs de prestations. Les prix en question seraient alors considérés comme des maximums remboursés. Dans l'optique de garantir l'approvisionnement en moyens et appareils, il est judicieux qu'un mécanisme de contrôle soit prévu : assurés ou fournisseurs de prestations pourront informer l'organe cantonal, s'ils constatent une disponibilité insuffisante de moyens ou appareils. Les autorités cantonales prendront dans ce cas des mesures provisoires afin d'assurer une offre adéquate.

Le système actuellement en place doit être revu. Le PLR soutient ainsi en tout point la majorité de la CSSS-CN.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à nos arguments, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos plus cordiales salutations.

PLR.Les Libéraux-Radicaux
La Présidente

Le Secrétaire général

Petra Gössi
Conseillère nationale

Samuel Lanz

tarife-grundlagen@bag.admin.ch
gever@bag.admin.ch

Bern, 13. Dezember 2019

16.419 n Pa.Iv. Humbel. Wettbewerbspreise bei Medizinalprodukten der Mittel- und Gegenständeliste

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident,

Die SVP Schweiz dankt der nationalrätlichen Kommission für Soziale Sicherheit und Gesundheit (SGK-N) dafür, dass sie für die Preisfestsetzung der Mittel- und Gegenständeliste (MiGeL) eine wettbewerbsorientierte Lösung erarbeitet hat. Zu lange haben Bundesrat und Verwaltung es verpasst, die bekannten Fehlanreize bei den MiGeL-Preisbildungen zu beseitigen – zum Leidwesen der Prämienzahlenden in der Schweiz.

Seit 2005 hatte das Parlament kritisiert, dass die bisherigen Höchstvergütungsbeträge für Produktegruppen einen Fehlanreiz darstellen. Zwei Motionen zur Korrektur des Fehlanreizes wurden 2009 im Parlament mit Verweis auf die Dringlichkeit des Anliegens angenommen. Der Preisüberwacher kritisierte die überrissenen MiGeL-Höchstpreise 2011. 2016 wurde das Parlament mit einer Parlamentarischen Initiative selber aktiv.

Die SVP Schweiz stimmt der erarbeiteten Lösung zu. Sie wird mit ihrer wettbewerbsorientierten Ausgestaltung Fehlanreize beseitigen und sich kostendämpfend auf die OKP auswirken.

Kontaktperson: Nationalrätin Verena Herzog

Wir danken Ihnen für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme und grüssen Sie freundlich.

SCHWEIZERISCHE VOLKSPARTEI

Der Präsident



Albert Rösti, Nationalrat

Der Generalsekretär



Emanuel Waeber



Commission de la sécurité sociale et de la santé publique
CH-3003 Berne

Envoi par courriel : tarife-grundlagen@bag.admin.ch et
gever@bag.admin.ch

Berne, le 16 décembre 2019

16.419 Iv. pa. Humbel. Dispositifs médicaux figurant sur la liste des moyens et appareils. Instauration de la concurrence sur les prix
Procédure de consultation

Monsieur le Président,
Madame, Monsieur,

Nous vous remercions d'avoir sollicité notre prise de position concernant l'avant-projet de mise en œuvre de l'initiative parlementaire 16.419 ainsi que de nous avoir transmis les documents y afférents.

Cela fait des années que le Parti socialiste suisse (PS) demande une adaptation des prix de la liste des moyens et appareils (LiMA). Le mandat avait été donné au Conseil fédéral il y a plus de 10 ans au travers, notamment, de la motion [05.3522](#) de notre ancienne Conseillère nationale Bea Heim, motion qui fut acceptée par le Parlement fédéral dans une version modifiée en mars 2009. En fin de compte, ladite motion visait une réduction des prix des moyens et appareils. Il aura fallu attendre 2015 pour que le Conseil fédéral décide enfin de procéder sérieusement à la révision de la LiMA. Le PS regrette vivement la nonchalance du gouvernement dans cette affaire, car si le mandat avait été pris au sérieux dès son adoption, le présent projet de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national (CSSS-N) n'aurait jamais vu le jour. Celui-ci propose d'abandonner le système des montants maximaux pris en charge par l'assurance obligatoire des soins (AOS) au profit d'un système reposant sur une soi-disant concurrence. Le dispositif proposé, qui découle d'un crédo ultralibéral utopique, est voué à l'échec, car impraticable. De cette manière, la majorité bourgeoise de la CSSS-N est convaincue que l'on parviendrait à faire des économies substantielles dans la LiMA.

Aux termes du projet soumis à notre appréciation, tous les tarifs fixés jusque-là dans la LiMA devront être négociés entre les assureurs et les fournisseurs. Ceux-ci seraient ensuite appliqués dans le cadre de conventions tarifaires. Les prix

Parti socialiste
Suisse

Theaterplatz 4
Case postale · 3011 Berne

Téléphone 031 329 69 69
Téléfax 031 329 69 70

info@pssuisse.ch
www.pssuisse.ch



convenus seraient considérés comme des montants maximaux. Le projet est à nos yeux d'autant plus mauvais qu'il priverait les autorités publiques de ses compétences en matière de contrôle des coûts puisque les conventions ne devraient pas être soumises à approbation. Le rôle du Département fédéral de l'intérieur (DFI) se réduirait à la simple actualisation de la liste des moyens et appareils devant être pris en charge par l'AOS. Enfin, si des assuré-e-s ou des fournisseurs de prestations devaient constater un sous-approvisionnement en moyens et appareils, ils pourraient en aviser un organe cantonal. Les cantons pourraient prendre des mesures temporaires pour remédier à une éventuelle pénurie ou à des défauts de qualité. Sur ce point, l'avant-projet reste complètement flou et s'avère inabouti, sans évoquer le fait qu'il sera difficile d'apporter la preuve d'un approvisionnement insuffisant à moins que les cantons ne fournissent un effort administratif important.

Aux yeux du PS, le système proposé ne remplira aucunement l'objectif poursuivi de réduction des coûts de la LiMA. Au contraire, il débouchera vraisemblablement vers la création d'un monstre bureaucratique, générant au final des surcoûts plutôt que des économies. De fait, plus de 50 assureurs encore actifs dans l'AOS devront négocier les prix de quelque 20 000 appareils et moyens figurant sur la LiMA avec chaque centre de remise. Au vu de la charge administrative guettant les caisses-maladie et les fournisseurs de prestations de même que les cantons dans le dessein proposé par la commission, nous exprimons de vives craintes quant à la sécurité de l'approvisionnement pour les patient-e-s.

Nous doutons fortement de la plus-value que l'on retirerait de ce changement de système. Nous rappelons que les assureurs et les prestataires peuvent aujourd'hui déjà convenir de prix inférieurs aux montants maximaux. Avec la nouvelle réglementation, les patient-e-s risquent de devoir supporter une charge plus élevée dans les cas où les prix convenus ne suffiraient pas à couvrir les coûts des moyens et appareils remis. De surcroît, la modification soumise à l'appréciation du PS s'expose à des difficultés en lien avec le droit des cartels. Cela pourrait être le cas, par exemple, si des contrats de remise étaient négociés entre des fédérations ou des grands groupes de centres de remise et/ou d'assureurs.

Pour toutes ces raisons, le PS apporte son soutien à la minorité Heim, qui propose de ne pas entrer en matière sur le présent projet de révision. Nous jugeons que, depuis 2015, le DFI accorde à l'adaptation des prix de la LiMA une priorité adéquate et qu'aucun changement législatif ne s'impose dans l'immédiat. Le PS attend du DFI qu'il procède désormais à une révision périodique des montants maximaux et qu'il livre rapidement, dans le cadre d'un rapport d'évaluation, les conclusions de la révision de la LiMA qui devrait s'achever prochainement.



En vous remerciant de l'attention que vous porterez à ces quelques lignes, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame, Monsieur, l'assurance de notre haute considération.

Parti socialiste
suisse

Christian Levrat
Président

Jacques Tissot
Secrétaire politique

CVP Schweiz, Postfach, 3001 Bern

Per E-Mail:

tarife-grundlagen@bag.admin.ch

gever@bag.admin.ch

Bern, 16. Dezember 2019

Vernehmlassung: Pa.Iv. 16.419 «Wettbewerbspreise bei Medizinalprodukten der Mittel- und Gegenständeliste»

Sehr geehrte Damen und Herren

Sie haben uns eingeladen, zur *Pa.Iv. 16.419 «Wettbewerbspreise bei Medizinalprodukten der Mittel- und Gegenständeliste»* Stellung zu nehmen. Für diese Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Allgemeine Bemerkungen

Die CVP ist der Ansicht, dass es Handlungsbedarf bei den Preisen bei Medizinalprodukten auf der Mittel- und Gegenständeliste (MiGeL) gibt. Die Liste definiert, welche Mittel und Gegenstände von der obligatorischen Krankenversicherung übernommen werden. Das Eidgenössische Departement des Inneren legt die zu übernehmenden Leistungen fest und bestimmt Höchstvergütungsbeträge (HVB) für die jeweiligen Produktgruppen. Auch wenn es bereits heute möglich wäre, dass Anbieter von Mitteln und Gegenständen und Versicherer tiefere Preise aushandeln, so bietet das aktuelle System der Höchstvergütungspreise keinen Anreiz, dies zu tun. Die CVP teilt die Meinung, dass dies ein zu hohes Kostenniveau zur Folge hat.

Zwei Motionen, welche im Bereich der Mittel und Gegenständen das Vertragsprinzip fordern, wurden vor zehn Jahren von National- und Ständerat angenommen. Beide sind jedoch immer noch nicht umgesetzt. Dies ist nicht nachvollziehbar. Die CVP begrüsst deshalb, dass das Anliegen von CVP-Nationalrätin Ruth Humbel auf dem Weg der parlamentarischen Initiative nun erneut auf den Weg gebracht und umgesetzt werden soll.

Zur Vorlage

Die CVP unterstützt grundsätzlich die Vorlage der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK-N) und spricht sich für einen Systemwechsel aus. Die Preise für MiGeL-Produkte sollen neu in Verträgen zwischen Versicherern und Leistungserbringer ausgehandelt werden. Die CVP ist der Ansicht, dass in einem wettbewerbsbasierten System tiefere Preise als heute möglich sind. So kann im Bereich der obligatorischen Krankenversicherung eine kostendämpfende Wirkung erzielt werden.

Die CVP legt jedoch Wert darauf, dass auch unter dem neuen System die Versorgungssicherheit wie auch -qualität gewährleistet sein muss. Sollte dies nicht der Fall sein, so müssen die Kantone, wie dies auch in der Vorlage vorgesehen ist, befristete Massnahmen ergreifen können, um die Versorgung sicherzustellen.

Für die CVP ist zudem wichtig, dass der Tarifschutz gewährleistet ist. Mit der vorliegenden Vorlage wird in diesem Bereich ein wesentlicher Fortschritt gegenüber der heutigen Lösung erzielt, bei welcher der Tarifschutz für Patientinnen und Patienten nicht gewährleistet ist.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und verbleiben mit freundlichen Grüssen

CHRISTLICHDEMOKRATISCHE VOLKSPARTEI DER SCHWEIZ

Sig. Gerhard Pfister
Präsident der CVP Schweiz

Sig. Gianna Luzio
Generalsekretärin CVP Schweiz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : CVP Schweiz

Abkürzung der Firma / Organisation : CVP

Adresse : Hirschengraben 9, Postfach, 3001 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 031 357 33 33

E-Mail : info@cvp.ch

Datum : 16.12.19

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **16. Dezember 2019** an die folgenden E-Mail Adressen: tarife-grundlagen@bag.admin.ch; gever@bag.admin.ch
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

**Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung – 16.419n Pa.IV. Humbel. Wettbewerbspreise bei
Medizinalprodukten der Mittel- und Gegenständeliste: Vernehmlassungsverfahren**

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf der Revision und zum erläuternden Bericht	3
Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs der Änderung und zu deren Erläuterungen	5
Bemerkungen zu den Auswirkungen der Vorlage (insbesondere auf die Versicherer / Kantone)	7
Weitere Vorschläge	8
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	9

Änderung des Bundesgesetzes über die Krankenversicherung – 16.419n Pa.Iv. Humbel. Wettbewerbspreise bei Medizinalprodukten der Mittel- und Gegenständeliste: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf der Revision und zum erläuternden Bericht	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
CVP	Die CVP ist der Ansicht, dass es Handlungsbedarf bei den Preisen bei Medizinalprodukten auf der Mittel- und Gegenständeliste (MiGeL) gibt. Die Liste definiert, welche Mittel und Gegenstände von der obligatorischen Krankenversicherung übernommen werden. Das Eidgenössische Departement des Inneren legt die zu übernehmenden Leistungen fest und bestimmt Höchstvergütungsbeträge (HVB) für die jeweiligen Produktgruppen. Auch wenn es bereits heute möglich wäre, dass Anbieter von Mitteln und Gegenständen und Versicherer tiefere Preise aushandeln, so bietet das aktuelle System der Höchstvergütungspreise keinen Anreiz, dies zu tun. Die CVP teilt die Meinung, dass dies ein zu hohes Kostenniveau zur Folge hat.
CVP	Zwei Motionen, welche im Bereich der Mittel und Gegenständen das Vertragsprinzip fordern, wurden vor zehn Jahren von National- und Ständerat angenommen. Beide sind jedoch immer noch nicht umgesetzt. Dies ist nicht nachvollziehbar. Die CVP begrüsst deshalb, dass das Anliegen von CVP-Nationalrätin Ruth Humbel auf dem Weg der parlamentarischen Initiative nun erneut auf den Weg gebracht und umgesetzt werden soll.
CVP	Die CVP unterstützt grundsätzlich die Vorlage der Kommission für soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrates (SGK-N) und spricht sich für einen Systemwechsel aus. Die Preise für MiGeL-Produkte sollen neu in Verträgen zwischen Versicherern und Leistungserbringer ausgehandelt werden. Die CVP ist der Ansicht, dass in einem wettbewerbsbasierten System tiefere Preise als heute möglich sind. So kann im Bereich der obligatorischen Krankenversicherung eine kostendämpfende Wirkung erzielt werden.
CVP	Die CVP legt jedoch Wert darauf, dass auch unter dem neuen System die Versorgungssicherheit wie auch -qualität gewährleistet sein muss. Sollte dies nicht der Fall sein, so müssen die Kantone, wie dies auch in der Vorlage vorgesehen ist, befristete Massnahmen ergreifen können, um die Versorgung sicherzustellen.
CVP	Für die CVP ist zudem wichtig, dass der Tarifschutz gewährleistet ist. Mit der vorliegenden Vorlage wird in diesem Bereich ein wesentlicher Fortschritt gegenüber der heutigen Lösung erzielt, bei welcher der Tarifschutz für Patientinnen und Patienten nicht gewährleistet ist.
CVP	
CVP	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.